



Recherche 2013 sur les enjeux actuels

Bureau du Conseil privé

Sommaire

Numéro de contrat : 35035-125105/001/CY

Date d'octroi du contrat : le 5 février 2013

Coordonnées : kmoorcroft@pco-bcp.gc.ca

This report is also available in English upon request.

Avertissement de propriété exclusive

Toute information ou tout matériel fourni par le Bureau du Conseil privé de même que toutes les données recueillies par Harris/Décima, seront traités en toute confidentialité par Harris/Décima et seront placés dans un endroit sécuritaire lorsqu'en possession de Harris/Décima (selon les normes de l'industrie et les lois applicables).

OTTAWA

160, rue Elgin, bureau 1800
Ottawa (Ontario)
K2P 2P7

tél. : 613-230-2200
téléc. : 613-230-3793

MONTREAL

1080, côte du Beaver Hall, bureau 400
Montréal (Québec)
H2Z 1S8

tél. : 514-288-0037
téléc. : 514-288-0138

TORONTO

2345, rue Yonge, bureau 405
Toronto (Ontario)
M4P 2E5

tél. : 416-962-2013
téléc. : 416-962-0505

Sommaire

Harris/Décima a le plaisir de soumettre le présent rapport sur les résultats de la recherche au Bureau du Conseil privé. Dans le cadre de ce projet, Harris/Décima s'est penchée sur les impressions des Canadiens à l'égard de plusieurs enjeux qui touchent le Canada et les Canadiens en plus d'examiner les initiatives que le gouvernement pourrait mettre de l'avant pour affronter ces enjeux.

La recherche comprenait à la fois un volet quantitatif (un sondage national auprès de 2 000 répondants) et un volet qualitatif (des groupes de discussion dans 6 villes du pays).

Harris/Décima a organisé la collecte de données et mené les groupes de discussion. Le présent rapport comprend un résumé détaillé et une analyse des résultats tirés du volet qualitatif de la recherche. Les guides de discussion et les questionnaires de recrutement français et anglais sont placés en annexe du rapport. La méthodologie de recherche quantitative est présentée sous pli séparé.

En tout, douze groupes de discussion ont eu lieu, à raison de deux groupes dans chacune des villes suivantes : Coquitlam en Colombie-Britannique, Winnipeg au Manitoba, Kitchener en Ontario, Toronto en Ontario, Saint John au Nouveau-Brunswick et Trois-Rivières au Québec. Dans chaque ville, les groupes ont réuni des membres de la population générale qui ont été répartis en deux groupes, soit un groupe composé de ménages à revenu bas et moyen et un groupe composé de ménages à revenu élevé.

Les groupes ont permis d'explorer divers sujets, notamment l'emploi, l'éducation, la formation professionnelle, l'endettement personnel et le sentiment général envers l'économie, tant en regard du présent que de l'avenir.

Les discussions initiales ont porté sur les priorités que les Canadiens estiment les plus importantes pour le gouvernement. Les grandes priorités de l'heure qui reviennent le plus souvent dans les discussions sont les soins de santé, l'économie, l'emploi et le chômage, l'éducation et l'environnement. La gestion des finances, la pauvreté ainsi que les taxes et les impôts reviennent également dans les discussions, mais un peu moins souvent.

Économie

Les perceptions générales à l'égard de l'économie varient au sein de chaque groupe. Les participants dont les perceptions sont positives font preuve d'un optimisme prudent, lequel repose habituellement sur une croyance voulant que les conditions soient généralement plus encourageantes au Canada qu'ailleurs dans le monde. En revanche, d'autres pensent que la situation est incertaine et ont par conséquent des impressions plus négatives à l'égard de l'économie du Canada. Dans l'ensemble, peu importe à quel point les participants voient l'économie canadienne sous un jour favorable, l'impression commune est que la situation n'est pas aussi forte et sûre qu'ils le souhaiteraient.

Bien que certains participants évoquent la stabilité relative de la situation économique au Canada par rapport à ce qu'ils connaissent de la situation d'autres pays, la plupart d'entre eux ont l'impression que le Canada est tributaire de la réussite des marchés étrangers et que ces marchés ne performeront peut-être pas bien à court terme.

Les participants emploient des mots très variés pour décrire leur perception actuelle de l'économie canadienne. Ils utilisent divers qualificatifs pour la décrire, comme « passable », « OK » et « stable » en passant par « fragile », « précaire » et « chancelante » ou encore « frustrante », « faible » et « en baisse ».

Emploi

De façon générale, la question de l'emploi est une priorité que les participants soulèvent d'emblée dans les groupes ou dont ils reconnaissent l'importance au Canada lorsque d'autres la soulèvent. Les évaluations de la situation de l'emploi reposent généralement en grande partie sur le contexte local, que les participants tiennent souvent pour symptomatique de ce qui doit se passer ailleurs au pays.

Lorsqu'ils envisagent la situation à l'échelle nationale, les participants sont moins sûrs de ce qu'ils avancent, mais ils sont habituellement capables de nommer d'autres régions du pays où le marché de l'emploi leur semble plus reluisant (p. ex. le nord de l'Alberta) et d'autres régions où il leur semble moins reluisant (p. ex. le sud de l'Ontario).

Il y a peu de certitude lorsque vient le temps de savoir si le chômage est généralement bas ou élevé au Canada ces jours-ci. Un certain nombre de participants indiquent toutefois que le Canada pourrait vivre une situation aiguë de « sous-emploi » parce que, selon eux, un trop grand nombre de Canadiens occupent des postes qui ne tirent pas pleinement avantage de leurs compétences.

Lorsque les participants doivent indiquer quels genres de mesures ils aimeraient que le gouvernement adopte pour régler la question de l'emploi, les suggestions les plus courantes sont notamment d'offrir des incitatifs aux employeurs, d'aider les jeunes à intégrer le marché du travail et de fournir une assistance pour le perfectionnement des compétences et la formation professionnelle.

Formation professionnelle

Au chapitre des métiers spécialisés, les participants s'entendent pour dire que les carrières dans les métiers spécialisés souffrent d'un problème d'image – les parents et la société ont tendance à penser que les carrières dans le domaine des métiers spécialisés sont moins séduisantes ou gratifiantes que d'autres carrières dans un domaine professionnel. Les participants pensent qu'il serait souhaitable que les Canadiens comprennent mieux l'envergure et les avantages réels d'une carrière dans les métiers spécialisés.

Certains participants mentionnent que la main-d'œuvre spécialisée en général – ou dans certains cas, une compétence précise – est en demande. Ils citent en exemple des employeurs qui ont du mal à trouver de nouveaux employés, des employeurs qui embauchent des travailleurs étrangers lorsqu'ils doivent pourvoir certains postes spécialisés en raison du manque de Canadiens qualifiés ou encore des primes qu'ils doivent verser pour pourvoir certains postes spécialisés.

Plusieurs participants pensent qu'il y a une inadéquation des compétences; autrement dit, trop de gens en recherche d'emploi ne convoitent pas les postes spécialisés que les employeurs tentent désespérément de pourvoir ou ne possèdent pas les compétences nécessaires pour faire le travail.

Lorsque les participants doivent indiquer quelles approches ou solutions ils aimeraient que le gouvernement fédéral adopte sur la question de la main-d'œuvre spécialisée, ils en suggèrent plusieurs, y compris éduquer les Canadiens (et plus particulièrement les jeunes) au sujet de la diversité et des avantages des carrières dans les métiers spécialisés, offrir des incitatifs aux Canadiens qui découvrent quelles compétences sont très en demande et suivent des formations pour acquérir ces compétences, ainsi qu'offrir des incitatifs aux employeurs pour l'embauche d'apprentis ou l'augmentation de leurs effectifs.

Les participants soulèvent aussi l'idée d'orienter les Canadiens vers les catégories d'emploi qui sont réellement en demande.

Lorsqu'on présente aux participants un concept où les employeurs désigneraient des postes spécialisés précis qu'ils doivent pourvoir et où l'employeur et le gouvernement fédéral cofinanceraient la formation pour ces postes précis, donc sans coût et sans vraiment de risque pour l'employé potentiel, les réactions sont toujours positives. De nombreux participants désirent de toute évidence en savoir plus sur le fonctionnement d'un tel programme, mais la majorité d'entre eux sont optimistes quant à son utilité et son efficacité.

Bon nombre de participants réalisent que le niveau de réussite du concept est plus prévisible étant donné qu'il s'articule autour des demandes du marché et des postes actuellement vacants qui seront pourvus, et non pas sur les compétences qu'une personne ou un tiers estime être en demande.

Endettement personnel

Les participants s'entendent généralement pour dire qu'en moyenne, l'endettement des Canadiens a atteint des niveaux inquiétants – certainement inquiétants pour les personnes endettées, mais aussi pour l'ensemble de l'économie. Pour ce qui est de cette dernière inquiétude, les participants expliquent habituellement que si les personnes surendettées sont incapables de rembourser un créancier, cette entreprise aura par conséquent de moins bons résultats financiers et devra possiblement réduire ses effectifs. L'impact peut donc se faire sentir bien au-delà des ménages endettés. Les participants ont l'impression que cette situation devient particulièrement problématique pour l'ensemble de l'économie si la faillite personnelle devient monnaie courante.

Les participants imputent généralement la responsabilité à des facteurs tels qu'une tendance sociétale malsaine à contracter des dettes pour jouir d'une meilleure qualité de vie; les faibles taux d'intérêt qui rendent les emprunts plus abordables; et le manque de compréhension de nombreux consommateurs canadiens au sujet des conséquences qu'entraînent des dettes de cartes de crédit élevées.

Dans la plupart des groupes, au moins quelques participants se souviennent d'avertissements du gouvernement fédéral ou de la Banque du Canada au sujet des niveaux d'endettement personnel qui ont atteint des sommets historiques.

La vaste majorité des participants s'entendent pour dire que le gouvernement du Canada a un rôle important à jouer en matière de communications pour aider les Canadiens à mieux gérer leur endettement personnel : continuer à informer les Canadiens au sujet des risques d'un endettement personnel élevé; et aider à éduquer les Canadiens sur certains aspects de la gestion des finances personnelles, par exemple ce qu'il en coûte de garder des dettes sur des cartes

de crédit et comment comprendre et comparer les contrats des sociétés émettrices. Certains demandent également une réglementation plus sévère ou améliorée, par exemple fixer une limite aux taux d'intérêt des cartes de crédit, resserrer les critères d'admissibilité au crédit et imposer des limites aux frais facturés par les entreprises qui accordent des prêts d'un jour, alors que d'autres ne sont pas à l'aise d'accorder ce rôle accru au fédéral.

Firme de recherche : Harris/Décima Inc.

Numéro de contrat : 35035-125105/001/CY

Date d'octroi du contrat : le 5 février 2013

Harris/Décima certifie que les produits livrables finals sont conformes à l'exigence de neutralité politique décrite à la disposition 6.2.4 de la Procédure de planification et d'attribution de marchés de services de recherche sur l'opinion publique au sein du gouvernement du Canada nouvellement amendée.

Doug Anderson, vice-président principal

Harris/Décima Inc.